

Revue de presse

Brèves

Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) : La diversité et la qualité des produits agricoles magnifiées par Papa Abdoulaye Seck

En parcourant, hier, les différents stands de la 16ème édition de la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (Fiara), le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural a salué la diversité et la qualité des produits agricoles sénégalais. « C'est la preuve que notre agriculture est en train de se métamorphoser », a-t-il estimé

Accaparement des terres : La société civile sénégalaise veut un combat harmonisé

Des acteurs de la société civile sénégalaise ont plaidé, mardi à Dakar, pour une synergie et un combat harmonisé de toutes les parties prenantes à la lutte contre l'accaparement des terres, afin de mieux se faire entendre.

Mariam Sow dénonce la complicité des autorités dans l'accaparement des terres

Au Sénégal 600 000 hectares de terres ont été accaparées sur une superficie arable totale estimée à 3,8 millions d'hectares. Dans une interview coup de poing accordé au journal français Le Point, Mariam Sow (photo), vice-présidente de l'organisation internationale Enda Tiers Monde, revient sur les réalités de l'accaparement des terres au Sénégal.

Emploi des jeunes au Sénégal : 42% des demandeurs d'emploi ne sont pas qualifiés

Sur les 78 000 jeunes demandeurs d'emploi par an, plus de 32 760 n'ont pas de qualification. Venu présider l'ouverture du premier salon de l'emploi de Pikine, samedi, le ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Protection civique a fait cette révélation, en s'exprimant sur la politique de l'emploi.

Sénégal: Papa Abdoulaye Seck prédit un exode urbain grâce au PACRAS

Le Sénégal va-t-il connaître un « exode urbain » avec le retour des jeunes citadins vers les campagnes et les métiers de la terre ? C'est en tout cas l'espoir nourri par le ministre sénégalais de l'agriculture Papa Abdoulaye Seck qui pense que ce mouvement pourrait être amorcé par le Programme de relance de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS)



Focus

- ◆ **Campagne de commercialisation de l'arachide :** Près de 2 milliard de FCFA injectés à Kolda.
- ◆ **Economie- 4ème trimestre 2014 :** L'activité économique progresse de 4,3 %
- ◆ **Accaparement des terres :** La société civile sénégalaise veut un combat harmonisé
- ◆ **Abdoulaye Mbodj, chef du bureau économique de l'ambassade du Sénégal en France :** « D'ici peu, notre pays sera envahi par les investisseurs agricoles français »
- ◆ **Mariam Sow dénonce la complicité des autorités dans l'accaparement des terres**
- ◆ **Papa Abdoulaye Seck :** « L'agriculture se développera grâce à des exploitations familiales fortes »
- ◆ **Kaolack - protocole de commercialisation arachidière entre la chine et le Sénégal :** Près de 26.000 tonnes exportées en deux mois vers le pays de mao
- ◆ **RIZ La SAED annonce une production record de 430 mille tonnes**

SOMMAIRE

ECONOMIE

Campagne de commercialisation de l'arachide

Près de 2 milliard de FCFA injectés à Kolda..... 4

Economie- 4ème trimestre 2014

L'activité économique progresse de 4,3 %..... 4

Abdoulaye Mbodj, chef du bureau économique de l'ambassade du Sénégal en France

« D'ici peu, notre pays sera envahi par les investisseurs agricoles français »..... 5

Kaolack - protocole de commercialisation arachidière entre la chine et le Sénégal.

Près de 26.000 tonnes exportées en deux mois vers le pays de mao..... 7

Fin de la campagne de commercialisation des produits agricoles..... 7

Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)

La diversité et la qualité des produits agricoles magnifiées par Papa Abdoulaye Seck..... 9

POLITIQUE

Maintenance des forages, extension du réseau, achat du gasoil...

Cap sur la capitalisation des investissements dans le monde rural..... 9

Partenariat entre la FONGS et l'ANIDA

Une vingtaine de fermes agricoles prévues dans le bassin arachidier..... 10

FILIERES

Transformation du Paddy

La Jica constate des progrès dans les rizeries de la vallée..... 11

RIZ La SAED annonce une production record de 430 mille tonnes..... 12

Autosuffisance en riz du Sénégal

D'autres contributions attendues du Japon..... 12

Autosuffisance alimentaire

Un programme de production de maïs hybride lancé à Badiana..... 13

Autosuffisance en riz

Des producteurs promettent 1 million de tonnes..... 13

FONCIER – ENVIRONNEMENT

Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres

La contribution du CILSS dans l'atténuation des changements climatiques saluée..... 14

Accaparement des terres

<i>La société civile sénégalaise veut un combat harmonisé.....</i>	15
<i>Tambacounda accueille les concertations sur la réforme foncière.....</i>	15
<i>APS - "Certains chefs d'Etat ont facilement accepté les investisseurs étrangers" (Présidente Enda).....</i>	16

Sénégal

<i>Mariam Sow dénonce la complicité des autorités dans l'accaparement des terres.....</i>	17
<i>Sénégal : Réformes foncières, les paysans listent leurs attentes.....</i>	18

DEMOGRAPHIE – EMPLOI - MIGRATION

Concrétisation de ses orientations relatives à l'emploi des jeunes, ruptures du dialogue social ... :

<i>Macky met le gouvernement sous pression.....</i>	18
---	----

Transformation des produits locaux

<i>Un forum sur les opportunités de valorisation et de création d'emplois.....</i>	19
--	----

Emploi des jeunes au Sénégal

<i>42% des demandeurs d'emploi ne sont pas qualifiés.....</i>	20
<i>Zone des Niayes Les populations décrient une exploitation abusive de la ressource.....</i>	20
<i>Créer des fermes agricoles pour générer des milliers d'emplois.....</i>	Erreur ! Signet non défini.
<i>Des fermes agricoles pour générer des "milliers d'emplois".....</i>	21
<i>Sénégal: Papa Abdoulaye Seck prédit un exode urbain grâce au PACRAS.....</i>	22

Papa Abdoulaye Seck, [Ministre de l'agriculture et de l'équipement rural](#)

<i>« L'agriculture se développera grâce à des exploitations familiales fortes ».....</i>	22
<i>Les fermes Naatangué vont "transformer l'exode rural en exode urbain" (ministre).....</i>	23
<i>«Sur les 100 000 jeunes en quête d'emploi au Sénégal, 42% sont sans qualification, seuls 5% sont diplômés» (Ministre).....</i>	24



ECONOMIE



Le Soleil – vendredi 6 mars 2015

Campagne de commercialisation de l'arachide

Près de 2 milliard de FCFA injectés à Kolda.

La campagne de commercialisation de l'arachide bat son plein dans la région de Kolda où plus de 1,889 milliard de FCFA ont déjà été injectés dans le monde rural pour l'achat des graines d'arachide ordinaire.

Plus de 9 445 tonnes d'arachide ont été collectées durant la semaine du 20 au 26 février dans la région de Kolda dont 955 tonnes destinées aux semences écrémées. Le nombre de points de collecte fonctionnels a également sensiblement augmenté durant cette période, passant de 63 à 78 dont 33 dans le département de Kolda, 24 à Vélingara et 16 dans le Médina Yoro Foulah. Sur les 112 opérateurs agréés pour la présente campagne, 23 ont réellement démarré la collecte des graines d'arachide dont 14 dans le département de Kolda, trois à Vélingara et six à Médina Yoro Foulah. « Le tonnage collecté a connu une augmentation de 601,226 tonnes par rapport à la semaine dernière. Le service semencier a contrôlé 955 tonnes dans la région dont 423 tonnes dans le département de Kolda contre 532 dans le Médina Yoro Foulah, pour la constitution de stocks de semences écrémées en vue de la campagne agricole 2015-2016.

Des échantillons ont été aussi prélevés en même temps, pour analyse au laboratoire. Les résultats d'analyses vont confirmer ou infirmer le statut de semences écrémées de ces stocks de graines », a déclaré Mamadou Badiane, ingénieur agricole et directeur régional du développement rural (Drdr) de Kolda. Il estime que le ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural (Maer), devrait revoir à la hausse le quota de semences écrémées accordé à la région de Kolda ou permettre aux opérateurs locaux d'acquérir des semences certifiées dans d'autres régions pour la prochaine campagne agricole.

Car, les opérateurs, producteurs semenciers et autres structures n'ont pas conduit de programme de multiplication de semences certifiées d'arachide durant la précédente campagne. Un peu plus de 10.903 tonnes de semences d'arachide ont été mises en place dans la région pour la campagne agricole 2014-2015 dont 5 143 tonnes d'écrémées et un peu plus de 5.760 tonnes de semences certifiées.

Lenteurs dans la collecte des graines

Depuis le début de la campagne de commercialisation, le département de Vélingara a enregistré un cumul de 4 444, 887 tonnes de graines d'arachide ordinaire collectées contre 3.251, 283 tonnes pour Kolda et 1.749 dans le Médina Yoro Foulah soit un total de 9.445,226 tonnes au niveau régional. Ce qui porte à un peu plus de 1,889 milliard de FCFA le montant du financement injecté dans le monde rural pour l'achat des graines ordinaires. Pour les semences écrémées, 1.677 tonnes ont été collectées à ce jour, par 12 opérateurs pour une valeur marchande estimée à 335,4 millions de FCFA. Ces fonds ont été alloués par l'Agence régionale de la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS). Malgré tout, certains producteurs se plaignent encore des lenteurs enregistrées dans le déroulement des opérations de collecte de graines d'arachide. Ils sont en train d'écouler leur production dans les « loumas » (marchés hebdomadaires et marchés urbains à des prix qui varient d'une semaine à l'autre. C'est le cas notamment à Vélingara et à Diaobé où le kilogramme d'arachide de coque est vendu à 175 FCFA contre 350 FCFA pour l'arachide décortiquée.

Mamadou Aliou DIALLO



Le soleil – samedi 7 mars 2015

Economie- 4ème trimestre 2014

L'activité économique progresse de 4,3 %

La fin de l'année 2014 a été surtout marquée, sur le plan économique, par une bonne tenue du secteur tertiaire (+4,9 %) et de l'administration publique (+2,6 %). Ce qui explique, selon la Direction de la prévision et des études économiques (Dpee), la hausse de l'activité économique estimée 4,3 % au quatrième trimestre.

Au quatrième trimestre de 2014, l'activité économique interne a connu une augmentation de 4,3%. Ce résultat reflète essentiellement les bonnes performances du secteur tertiaire (+4,9 %) et de l'administration publique (+2,6 %). Sur un an, un regain d'activité de 6,0 % est enregistré au quatrième trimestre de 2014, à la faveur du secteur tertiaire (+6,0 %). Quant à la croissance cumulée, elle est ressortie à 4,6 %, sur l'année. En

effet, l'activité du primaire s'est repliée (-1,6 %) au quatrième trimestre 2014, en variation trimestrielle. Cette contreperformance, explique la Dpee, découle des mauvaises performances du sous-secteur de la pêche (-11,7 %) atténuées par une légère progression de l'élevage (+0,6 %). Sur une base annuelle, l'activité du secteur primaire s'est respectivement contractée de 4,8 % et 4,5 % au quatrième trimestre 2014 et en cumul sur les douze mois de l'année. A l'origine, il y a la production contrôlée de viande et les débarquements de la pêche.

1095 tonnes produites par l'aquaculture
En 2014, la production aquacole (pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, algoculture et élevage de crocodiles) est estimée à 1095 tonnes, soit une hausse de 55,4 % par rapport à 2013. Cette situation est principalement attribuable aux bonnes performances de la pisciculture dont la production s'est établie à 761 tonnes en 2014, progressant de 53,7 % par rapport à 2013. La forte augmentation de l'activité piscicole découle des records de production enregistrés dans les bassins de rétention (+273,5 %) et les étangs (+65,8 %), du fait des progrès notés dans la formulation de l'aliment (avec de nouvelles unités de fabriques) et de la prise de conscience des producteurs du rôle de l'aquaculture dans la vie socioéconomique.

Pour ce qui est de l'activité d'élevage, elle a baissé de 4,7 % à cause des replis enregistrés dans l'abattage d'ovins (-21,9 %) et, dans une moindre mesure, de bovins (-3,0 %). Cette situation est liée à l'importance de l'abattage clandestin en 2014, comparativement à 2013 et au manque de pâturages causé par le démarrage tardif de l'hivernage. S'agissant du secteur secondaire, son activité a progressé de 0,3 %, en variation trimestrielle. Une situation qui reflète les bonnes performances des activités extractives (+29,7 %), de la production de sucre et de l'énergie (+0,4 %).

Mais ces performances sont contrebalancées par les faibles résultats notés dans l'égrenage de coton et la fabrication de textile (-59,3 %), les industries chimiques (-18,2 %), les industries métallurgiques (-24,1 %) et la construction (-2,5 %). En glissement annuel, le secteur secondaire a augmenté de 1,6 %, en liaison avec les activités extractives (+40,3 %), l'énergie (+10,6 %) et la construction (+10,3 %).

La production d'or brut en hausse de 33,1 %
Une progression du secondaire de 3,3 % est également notée sur l'année 2014 comparativement à 2013, tirée par l'énergie (+6,5%) et la construction (+11,5%). Après deux trimestres consécutifs de

baisse, l'activité du sous-secteur des industries extractives a renoué avec la croissance (+29,7 %) au quatrième trimestre 2014. Cette reprise est en ligne avec la bonne orientation des productions d'or brut (+33,1 %), de phosphate de calcium (+14,9 %) et d'attapulгите (+35,4 %). Enfin, pour le secteur tertiaire, l'activité a augmenté de 4,9 % en variation trimestrielle, du fait de la bonne tenue du commerce (+4,7 %) et des services (+5,0 %).

Sur une base annuelle, le secteur tertiaire a réalisé de bonnes performances (+6,0 %) au quatrième trimestre 2014 et en cumul sur les douze mois de l'année (+4,9 %). Les ventes de carburant ont tiré l'activité commerciale au quatrième trimestre 2014 au quatrième trimestre de 2014. Sur l'année, l'évolution de l'activité du sous-secteur est principalement portée par le commerce de carburant et le commerce de véhicules. Au quatrième trimestre 2014, le sous-secteur des services a enregistré une croissance de 5,0 % en variation trimestrielle, grâce aux postes et télécommunications (+7,0 %), aux transports (+5,3 %) et aux services d'hébergement et de restauration (+26,1 %).

Abdou DIAW - 07 MARCH 2015

le soleil

Le Soleil - 12 Mars 2015

Interview : Abdoulaye Mbodj, chef du bureau économique de l'ambassade du Sénégal en France

« D'ici peu, notre pays sera envahi par les investisseurs agricoles français »



Présent pendant toute la durée du Salon international de l'agriculture (Sia) de Paris aux côtés de la délégation sénégalaise, le chef du bureau économique de l'ambassade du

Sénégal en France, Abdoulaye Mbodj, s'est félicité de l'intérêt que les investisseurs français et la diaspora accordent à l'agriculture de notre pays. Dans cet entretien tenu en marge du Sia, M. Mbodj invite le

Sénégal à s'insérer dans les chaînes de valeurs internationales.

Le Sénégal vient de participer au Salon international de l'agriculture et au Salon de l'agriculture et du machinisme agricole. Quelles peuvent être les retombées de ces deux rencontres pour notre pays ?

Ces deux événements présentent d'énormes opportunités pour notre pays. A Versailles, au Salon international de l'agriculture (Sia), nos compatriotes ont pu voir, effectivement, tous les progrès, toute l'expertise mais aussi tout le développement que suscite l'activité agricole sur le plan des semences et des engrais. En visitant tous les stands, la délégation sénégalaise a pu constater, de visu, l'expertise française et européenne dans le domaine agricole.

Aujourd'hui, on ne peut pas parler de l'agrobusiness sans pour autant évoquer la question du machinisme. En voyant ce qui a été exposé à Villepinte, au Salon du machinisme agricole, en termes de matériels de très grande capacité, je pense que si l'on veut réussir notre agrobusiness, il va falloir que nous franchissions un pas important vers le machinisme et l'automatisation. Et je reste fondé que le Sénégal est sur une bonne voie avec le Plan Sénégal émergent (Pse), car le président de la République a décidé de faire de l'agriculture le moteur du développement au Sénégal. Il est important que l'on sache que l'agriculture ne peut plus se faire sans le machinisme.

Au bureau économique, qu'est-ce qui est en train d'être fait pour accompagner cette dynamique, notamment pour capter les investissements étrangers ?

Notre prérogative est de développer l'investissement direct étranger. Au bureau économique ici en France, nous recevons énormément de potentiels investisseurs, surtout dans le domaine agricole. Nous avons aussi pris contact avec beaucoup de coopératives et nous nous réjouissons du fait que beaucoup d'investisseurs privés français soient intéressés par ce qui se fait en ce moment au Sénégal dans l'agriculture. Je suis sûr que d'ici peu, le Sénégal sera envahi par les investisseurs du secteur agricole français. Une structure dénommée « Avril » est intéressée par la Suneor. Les pourparlers sont bien avancés et des chiffres ont été même annoncés à hauteur de 12 milliards de FCFA. C'est une structure qui souhaite transformer l'huile d'arachide du Sénégal et l'exporter en Europe. Il y a donc énormément de créneaux et d'opportunités qu'offre aujourd'hui le Sénégal. L'environnement des affaires est très bien assaini. Il est aujourd'hui important de

saisir tout ce que le Sénégal offre comme opportunités d'affaires.

Les autorités étatiques souhaiteraient que la diaspora s'approprie des opportunités offertes en ce moment au Sénégal en termes d'affaires. Que peut-on attendre d'elle ?

Je peux vous dire que la diaspora sénégalaise s'est déjà approprié les politiques économiques en cours au Sénégal. Pour preuve, nous recevons énormément de personnes avec des « business plans » très bien élaborés, surtout des Sénégalais qui sont intéressés par le volet agriculture du Plan Sénégal émergent. Je suis persuadé que le message qui a été lancé par le chef de l'Etat et par le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural a été bien entendu. Les gens ont compris qu'aujourd'hui, l'agriculture peut nourrir son homme. C'est un business et un créneau à saisir. Dans le passé, la plupart des personnes que nous recevions dans notre bureau ne nous parlaient que d'informatique et des nouvelles technologies, mais aujourd'hui, on ne nous parle que d'agriculture. Et à ce propos, le bureau économique a sélectionné un certain nombre de « business plans » qu'il va soumettre bientôt à l'appréciation des différents fonds mis en place par le Sénégal pour le financement des porteurs de projets. On peut citer le Fongip, la Bnde, le Crédit agricole, le Fonsis, etc. Tous ces outils sont mis aujourd'hui à la disposition des porteurs de projets vivant non seulement au Sénégal mais aussi à l'étranger. Le volet diaspora bénéficie aujourd'hui d'une attention particulière en termes de financement. Et je suis sûr, dans un tel contexte, que l'autosuffisance au Sénégal ne sera plus un slogan mais bientôt une réalité.

Des mesures d'accompagnement ont-elles été prises par le Bureau économique ici en France ?

Oui. Comme je l'ai souligné tantôt, nous recevons beaucoup de porteurs de projets et nous les incitons à bien ficeler leur « business plan » en donnant notre avis sur certains aspects. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, beaucoup de projets sont en phase de finalisation sur le plan du financement. Nous sommes sur une bonne dynamique. Bientôt le Sénégal sera envahi par sa diaspora qui, aujourd'hui, à compris qu'elle est actrice du développement au bercaïl et qu'elle a sa part à prendre dans toutes les politiques de développement économique au pays. Avec le recul et pour avoir vécu dans des pays développés, la diaspora a compris que le Sénégal ne peut pas atteindre l'émergence sans pour autant consommer ce que l'on produit. Aujourd'hui, au-delà



de la production, le Sénégal doit faire des efforts dans la transformation et s'insérer dans les chaînes de valeurs internationales. Notre pays est sur la bonne voie depuis l'avènement du Pse. Ce Plan est très bien accepté et nos partenaires techniques et financiers se sont approprié le Pse. A notre niveau, nous essayerons de profiter de ce qui se fait le mieux en Europe et surtout ici en France, notre zone de juridiction. Déjà, lors du Forum France-Afrique, beaucoup de décisions ont été prises pour accompagner les mesures de croissance au Sénégal. Et je suis certain que la coopération française va reprendre son envol dans notre pays.

Propos recueillis par notre envoyé spécial à Paris, Seydou Prosper SADIO

Sud
Quotidien

Sud Quotidien – jeudi 12 mars 2015

Kaolack - protocole de commercialisation arachidière entre la chine et le Sénégal.

Près de 26.000 tonnes exportées en deux mois vers le pays de mao



A la date limite du 25 février dernier, le Sénégal n'a réussi à acheminer vers la Chine qu'une quantité de production de 22182,50 tonnes d'arachides.

Un volume qui, du regard des différentes parties, est encore insuffisant compte tenu des prévisions d'achat et autres objectifs que notre pays s'est fixés en termes d'exportation de l'arachide et qui sont chiffrées cette année à 145.000 tonnes. Selon la Direction de la protection des végétaux (Dpv), qui a en charge de veiller sur le respect des conditions

d'exportation de l'arachide vers l'extérieur, ce poids a évolué entre temps et frôle aujourd'hui la barre des 26.000 tonnes.

Cette nouvelle a, en effet, été donnée mardi dernier lors d'une réunion d'informations ouverte aux opérateurs-exportateurs de graines d'arachide. Une rencontre qui avait pour objectif d'amener les exportateurs d'arachide à maîtriser toutes les clauses de ce contrat entre notre pays et la Chine, afin qu'ils puissent prendre en compte toutes les mesures nécessaires garantissant une qualité sanitaire et phytosanitaire des produits exportés. Pour l'initiateur de la rencontre, Abib Thiam, opérateur et la délégation de la Dpv, l'idée est surtout de prévenir et préparer les opérateurs sur les dangers d'une mauvaise exportation de peur de briser ce fructueux partenariat commercial de cinq (5) ans, pour des raisons qu'on peut, à la limite, éviter. Malgré le fait qu'ils soient minoritaires dans un environnement où l'essentiel de leurs collègues préfèrent travailler plutôt avec les sociétés de la place en lieu et place des entreprises étrangères, les exportateurs d'arachide ont aussi saisi l'occasion pour étaler des difficultés auxquelles ils sont souvent confrontés sur le terrain.

Ces problèmes tournent essentiellement autour des opérations post-récolte (triage...), mais également autour des besoins d'analyse sanitaires, que bon nombre d'opérateurs, d'ailleurs, n'arrivent pas encore à respecter, pour ignorance de certains aspects techniques. Ainsi, pour magnifier leur volonté de respecter toutes les directives qui leur sont données, les exportateurs se sont aussi libérés pour l'installation de leur nouveau collectif en vue d'apporter une réponse positive aux exigences nées de ce protocole. Ce collectif est désormais présidé par Abib Thiam, l'un des opérateurs qui se sont montrés plus actifs lors des dernières négociations entre Opérateurs et Etat.

Auteur : Abdoulaye FALL

SODEFITEX
Société de Développement et des Fibres Textiles

sodefitec.sn

Fin de la campagne de commercialisation des produits agricoles

Le 19 mars 2015 à 17 h 30 mn, le dernier camion de la campagne de commercialisation et d'égrenage du coton, immatriculé KD 3370 A, appartenant au

prestataire de transport Boubacar Soumboundou et conduit par le chauffeur Amadou Korka DIALLO, est descendu du pont bascule de Vélingara pour faire aspirer 12, 160 tonnes de coton graine. Ceci marque la fin de la campagne de commercialisation des produits agricoles et d'égrenage du coton 2014/2015.

I. Fin des achats de maïs grain

Commercialisation 2014/2105272,703 tonnes ont été achetées sur une prévision de collecte de 441, 503 tonnes (62% du tonnage prévisionnel). Le déficit pluviométrique notamment dans la région agricole de Tambacounda n'a pas permis aux agriculteurs d'honorer leurs engagements contractuels sans mettre en péril la couverture de leurs besoins alimentaires d'ici les prochaines récoltes.

Le taux de remboursement du crédit est de 82% ; la récupération du crédit se poursuit normalement et nous espérons obtenir un taux de récupération du crédit supérieur à 95%.

II. Bref bilan à chaud de la commercialisation primaire du coton graine

Commercialisation 2014/210526 546,725 tonnes de coton graine ont été collectées dont 26 545,237 tonnes avaient été évacuées vers les usines et égrenées au 23 mars.

Le tonnage moyen par attelage (TMA) est de 17 568 kg et la valeur cible est atteinte dans toutes les régions : Kahone 16 897 kg, (valeur cible 16 000 kg), Tambacounda 16 739 kg (valeur cible 16 500 kg) ; Vélingara 18 593 kg (valeur cible de 18 500 kg) ; Kolda 16 077 kg (valeur cible de 16 500 kg) et Kédougou 16 830 kg (valeur cible 16 500 kg).

a) Un rendement agronomique supérieur à la tonne à l'hectare malgré la mauvaise pluviométrie :

Après collecte définitive de la production, on note un dépassement de 25% des prévisions initiales de collecte. Le rendement réalisé est de 1 059 kg/ha pour une prévision de 850 kg/ha.

Ex Région de Kahone : rendement de 546 kg/ha
Ex Région de Tambacounda : rendement de 933 kg/ha

Région de Vélingara : rendement de 1 100 kg/ha

Région de Kolda : rendement de 1 118 kg/ha

Région de Kédougou : rendement de 1 189 kg/ha

b) Résultats globaux par secteur commercialisation 2014/2105

* Surface maintenue : après déduction des surfaces abandonnées ou semées hors délais

c) Le Paiement des derniers marchés est en cours

Six financements qui s'élèvent au total à Trois milliard Cinq Cent Vingt millions de Franc CFA (3 520 000 000 FCFA) ont été effectués depuis le démarrage de la collecte. Au total 24 566.742 tonnes ont été payés soit 93% du tonnage collecté. 1 756 GPC ont été payés, dont 78% des GPC dans des délais acceptables (3 à 5 jours après évacuation du coton) pour une valeur cible de 100% des GPC à payer avant 5 jours.

Trois milliards Cinq cent trente un millions cinq cent quinze mille cinq cent soixante-cinq francs(3 531 515 565 FCFA), ont été injectés dans les villages payés et 2 800 101 054 FCFA ont été remboursés soit un taux de remboursement de 98,4%. Ce tableau indique les fonds injectés par secteur :

Commercialisation 2014/2105

III. Fin de l'égrenage du coton sénégalais, reste la prestation d'égrenage pour le coton guinéen. 26 544, 637 tonnes ont été égrenées. L'égrenage est bouclé dans toutes les usines.

Nous attendons l'autorisation des Douanes sénégalaises pour procéder à l'égrenage à façon d'environ 500 tonnes de coton en provenance du Projet de Développement de la Filière Cotonnière en Guinée pour le coton graine en provenance des régions guinéennes de Gaoual et Koundara.

le Rendement Fibre Net est de 41.96% : Usine « Joseph Dione » de Tambacounda 41, 85%; Usine « Mamadou Lamine Diallo » de Kédougou 43,04% ;Usine de Vélingara 41,90% ; Usine « Hiima Baldé » de Kolda 41,94.

Un rendement graine de 54,44% ; 54,53% la précédente campagne à la même date Une perte après égrenage de 1,21% ; 1,21% la précédente campagne à la même date Au terme de cette campagne de collecte et d'égrenage les usines ont produit 11 138, 614 tonnes de fibre et 150,481 tonnes de Fibre extra-courte (FEC). 49 777 balles enveloppées de belles robes écruées 100% coton et portant le logo de l'entreprise et la mention "bale produced by a factory certified ISO 9001 v 2008" ont été ainsi constituées avec un poids moyen par balle de 224 kg contre 54 064balles de même poids la précédente campagne.

Ainsi le rendement agroindustriel pour cette campagne est de 451 kg de fibre/ha.



le soleil
Le Soleil – 2 avril 2015
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)
La diversité et la qualité des produits agricoles magnifiées par Papa Abdoulaye Seck


En parcourant, hier, les différents stands de la 16ème édition de la Foire Internationale de l'agriculture et des ressources animales (Fiara), le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural a salué la diversité et la qualité des produits agricoles sénégalais. « C'est la preuve que notre agriculture est en train de se métamorphoser », a-t-il estimé.

Accompagné du secrétaire d'Etat en charge des Organisations paysannes, le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, Papa Abdoulaye Seck, a fait, hier, un détour à la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (Fiara). C'est au pas de charge que le Dr Seck a visité les stands ouverts pour la circonstance au Cices. Au terme de sa visite, le ministre a salué la diversité et la qualité des produits agricoles sénégalais. Selon lui, « on peut, sans risque de se tromper, soutenir que l'agriculture sénégalaise est en train de subir une véritable métamorphose qu'on peut repérer à travers plusieurs dimensions ». Il a cité la diversité et la qualité de la production mais aussi le professionnalisme des acteurs ruraux. Par ailleurs, Papa Abdoulaye Seck a plaidé en faveur d'un actionnariat rural dans lequel chaque acteur va assurer sa parcelle de responsabilité dans les chaînes de valeur.

Il a mis en relief le rôle du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Cncr, maître d'œuvre de la Fiara) qui, à son avis, est en train de jouer sa partition dans la transformation de notre agriculture et la coopération établie avec son département. Le Cncr, a-t-il avancé, a fait une contribution remarquable dans le Plan Sénégal émergent (Pse) à travers le Programme de relance et d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (Pracas).

A cet effet, le ministre a rappelé la nécessité de bâtir des organisations fortes pour une agriculture plus forte. « Sans des organisations professionnelles fortes qui prennent en charge leur destin, il n'est pas possible de construire une agriculture forte », a affirmé Papa Abdoulaye Seck. Aussi, il n'a pas manqué de souligner « la dimension de plus en plus grandissante de la Fiara, un événement qui, d'année en année, s'internationalise ».

Auteur : Seydou Prosper SADIO

POLITIQUE

le soleil
Le Soleil – 5 mars 2015
Maintenance des forages, extension du réseau, achat du gasoil...
Cap sur la capitalisation des investissements dans le monde rural

L'Etat avait la charge de la maintenance des forages et la construction des ouvrages hydrauliques. Il n'a jamais amorti ses investissements en dépit d'une manne financière de 30 milliards de FCfa générés, chaque année, par la vente de l'eau dans le monde rural.

Depuis plusieurs décennies, l'Etat a consenti des investissements aussi bien pour la construction des forages que pour l'entretien du patrimoine. Mais jusqu'ici, il n'est jamais parvenu à amortir les investissements. Or, la vente de cette ressource génère plus de 30 milliards de FCfa. Cette manne financière n'a pas pu tirer les forages de la récurrence des pannes, encore moins du manque de gasoil pour l'alimentation des groupes électrogènes. Certaines associations des usagers des forages n'étaient pas en

mesure d'acquérir la plus petite pièce pour assurer la continuité des forages. Autant d'obstacles qui ont poussé l'Etat à revoir la gestion de ce patrimoine qui compte aujourd'hui 1550 forages répartis sur le territoire national. « L'argent tiré de la vente de l'eau doit servir à étendre le réseau et à la construction des bornes fontaines. Auparavant, il arrivait que le forage tombe en panne pour une pièce coûtant 30.000 FCfa que l'Asufor ne parvenait pas à acheter », laisse entendre Lansana Gagny Sakho, le directeur de l'Office des forages ruraux (Ofor). Désormais, pour ne pas reprendre l'expression de ce dernier, une minorité ne prendra pas en otage 8 millions de Sénégalais vivant dans le monde rural.

L'Ofor ne met pas pourtant tous les Asufor dans le même sac. Les autorités reconnaissent qu'il y a des associations des usagers des forages qui ont rempli leur contrat. Elles seront impliquées dans le nouveau système. « Il y a des Asufor qui sont performantes et qui ont même dépassé les espérances », précise le secrétaire d'Etat, chargé de l'Hydraulique rurale, Diène Faye. Aujourd'hui, l'option de délégation d'une partie des services a comme toile de fond la restauration de la transparence dans la gestion des fonds et de la capitalisation des investissements. L'argent de l'eau doit servir à desservir des villages qui ne sont pas encore servis. « Les recettes de la vente de l'eau seront versées dans un compte. Les décaissements feront l'objet de signatures du responsable régional de l'Hydraulique et du gérant de l'Asufor », explique Lansana Gagny Sakho qui fait remarquer que la délégation de la gestion des ouvrages au secteur privé n'induit pas une hausse du prix de l'eau dans le monde rural où le mètre cube est échangé à 400 FCfa. L'implication des privés, en plus de réduire, de façon significative, l'occurrence des pannes, devrait améliorer les conditions de vie des conducteurs et des gérants des ouvrages. « Cette réforme va favoriser la création d'emplois dans le monde rural. Des personnes qualifiées en gestion administrative, comptable, financière et technique seront engagées et mises au service de l'hydraulique », rapporte le directeur général de l'Ofor.

Auteur : I. SANE



Le Soleil – jeudi 5 mars 2015

Partenariat entre la FONGS et l'ANIDA

Une vingtaine de fermes agricoles prévues dans le bassin arachidier

A travers une convention de partenariat signée avant-hier à Mékhé, entre la Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal (Fongs Action paysanne) et l'Agence nationale d'insertion et de développement agricole (Anida), une vingtaine de fermes familiales dénommées « Naatangué », verront le jour ces deux prochaines années (2015-2016).

Selon le président du conseil d'administration de la Fongs Action paysanne, Babacar Diop, « il s'agit de mettre en place 20 fermes agricoles « Naatangué » qui seront portées par des exploitations familiales membres des associations affiliées à notre fédération dans la zone agro-écologique du bassin arachidier ». Mais, ajoute-t-il, « nous allons procéder par étape avec une première phase de neuf fermes dans le courant de cette année 2015 et la seconde phase va concerner les 11 fermes restantes en 2016 ». Selon les conditions générales de la convention, l'identification des sites d'implantation se fera en fonction de la réaction des exploitations familiales qui sont disposées à octroyer un à deux hectares à un jeune homme ou une femme de moins de 35 ans de la famille, engagé à développer le concept de ferme familiale « Naatangué ». Dans cette optique, l'Union des groupements paysans de Mékhé (Ugpm) va bénéficier, comme l'a indiqué son président Fallou Diagne, « de deux fermes agricoles dans ce programme pour avoir satisfait à cette exigence. Notamment dans les villages de Kouré Mbatar et de Thyll Peulh », avec deux hectares pour chaque exploitation agricole.

Des fermes équipées

D'ailleurs, les groupements paysans de Mékhé ont déjà cette expérience des fermes avec le prototype qui a été mis en place dans le village de Ndia (3 km de Mékhé). Les responsables des deux entités signataires ont pu visiter la ferme à vocation maraîchère avec son système de goutte-à-goutte favorisé par un bon système d'alimentation en eau potable à partir du château d'eau de 30 m³ qui dessert, en même temps, le village pour la consommation en eau des habitants. « A ce niveau, nous avons accordé 5 m³ d'eau potable aux habitants

pour leurs besoins de consommation et les 25 m³ restants assurent les besoins de diversification des productions maraîchères (oignon, tomate, piment et autres spéculations) », souligne Fallou Diagne. Ceci, à la grande satisfaction des producteurs et villageois. Cette initiative semble avoir motivé le choix de Mékhé pour abriter la cérémonie de signature de la convention entre le Fongs et l'Anida pour la mise en place des fermes familiales pour un montant plafond de 12 millions de FCfa par ferme. Celles-ci seront ainsi aménagées sur une superficie d'un à deux hectares extensibles. Ces fermes seront pourvues d'un puits équipé d'une pompe fonctionnant préférentiellement à l'énergie solaire, une aire maraîchère de 0,5 hectares, un bassin piscicole de 280 m³, un poulailler de 12 m² et une petite étable, un petit réservoir d'eau surélevé (1 à 5 m³) et un habitat permettant à l'agriculteur de vivre dans sa ferme.

« Nous allons, de ce pas, évaluer les sites présélectionnés par nos partenaires, approuver et définir le calendrier d'exécution du programme de réalisation et mobiliser la quote-part représentant les 50 % du coût des fermes », a déclaré le directeur de l'Agence nationale d'insertion et de développement agricole (Anida), El hadji Malick Sarr. « Aussi, il sera apporté un concours technique pour la réalisation des fermes de même qu'un suivi et la réalisation des aménagements seront assurés en relation avec la Fongs », a-t-il ajouté.

Auteur : El Hadji Mohamadou SAGNE

FILIERES



Le Soleil – jeudi 5 mars 2015

Transformation du Paddy

La Jica constate des progrès dans les rizeries de la vallée

Le Projet d'amélioration de la productivité du riz dans la vallée (Papriz), financé par le Japon par l'entremise de la Jica, son agence de coopération internationale, pour un coût global de plus de trois milliards de FCfa et mis en œuvre par la Saed pour quatre ans, est arrivé à terme.

Une mission d'évaluation se rendra incessamment dans la vallée du fleuve Sénégal en vue d'étudier,

avec les experts de la Saed, les modalités de démarrage de la deuxième phase du Projet d'amélioration de la productivité du riz (Papriz 2). Le projet a déjà permis à plus de 25 rizeries d'améliorer les conditions de transformation du paddy avec des équipements de calibrage de riz très performants, a fait savoir, hier, le directeur général adjoint de la Saed, Seyni Ndao. C'était au cours de la visite d'une délégation de la Jica conduite par Mme Nadia Diatta, chargée des relations publiques du bureau de la Jica à Dakar. Grâce à ce projet, a-t-il précisé, la Saed et la Jica ont renforcé la technologie de transformation de ces rizeries pour leur permettre d'assurer la production d'un riz usiné de grande qualité, répondant aux besoins des consommateurs sénégalais. Ces rizeries ont pu disposer d'équipements de calibrage complémentaires, de tamis rotatifs, de calibreurs et d'élévateurs à godets (équipements de transport du riz usiné). Seyni Ndao a exprimé toute la gratitude du gouvernement au Japon pour les importants résultats obtenus par le Papriz.

Des machines de calibrage du riz

Mis en œuvre pour accompagner les producteurs de la vallée, ce projet entre dans le Programme national d'autosuffisance en riz (Pnar), de l'Initiative de la coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (Card) exprimée à l'occasion de la quatrième Conférence Internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (Ticad 4). A travers ce projet, les experts de la Saed et de la Jica ont pu mettre en place un modèle approprié de planification, de gestion et de maintenance des périmètres hydro-agricoles, de manuels de gestion de l'irrigation, des outils pour l'amélioration de la gestion financière des organisations paysannes. Ils ont aussi réalisé un itinéraire de culture de riz à haute productivité et un guide du vulgarisateur pour les conseillers agricoles en appui au manuel pratique de la riziculture, édité en 2010 avec le concours financier de la Jica, etc. Un tour effectué à Thiagar (commune de Rosso Sénégal) et à Richard-Toll, a permis à la délégation de visiter les rizeries Coumba Nor Thiam et Korka Diaw. La délégation a pu échanger sur place avec des ouvriers dégoulinant de sueur, qui s'activent de toutes parts, avec une dextérité remarquable et une rapidité déconcertante, pour arranger des sacs de riz blanc prêts à être enlevés par de nombreux clients. Avec des machines très performantes de calibrage de riz, les employés de Korka Diaw de Richard-Toll et du Pdg de Coumba Nor Thiam de Thiagar, Ibrahima Sall, arrivent aisément à séparer la bonne graine de l'ivraie.



Du riz de qualité bien trié

Le visiteur qui débarque ici pour la première fois, sera, à coup sûr, impressionné par ces techniques innovantes apportées par la Jica et qui permettent de transformer le paddy bord-champ en séparant le riz entier, des fines, moyennes et petites brisures, tout en mettant au préalable de côté les pierres, les grosses impuretés et autres corps étrangers. Ibrahima Sall et Korka Diaw ont rendu un vibrant hommage à la Jica qui leur a permis d'améliorer la production du riz blanc avec ces équipements acquis dans de très bonnes conditions. Avec le Papriz, les 25 rizeries de la vallée bénéficiaires de ce projet parviennent aujourd'hui à produire, en grande quantité, du riz local de très bonne qualité et bien trié, plus approprié pour la cuisine sénégalaise.

Mbagnick Kharachi DIAGNE

APS – 6 mars 2015

RIZ La SAED annonce une production record de 430 mille tonnes



La production de riz paddy pour la campagne de 2014 a atteint un record de 430 mille tonnes, soit un bon de 33 % par rapport aux cinq dernières années, a déclaré le directeur général adjoint de la Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du delta et de la vallée du fleuve Sénégal et de la Falémé (Saed), Seyni Ndao. «En contre-saison, nous avons fait une progression de 230 mille tonne de paddy avec des rendements record de 7,5 tonnes à l'hectare et en hivernage une production de 200 mille tonnes.

Ce qui fait 430 mille tonnes», a-t-il dit, lors de la tournée annuelle de presse de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) du 3 au 5 mars dans la région de Saint-Louis.

Ce record s'explique par les mesures prises par l'Etat pour lever certaines contraintes relatives aux axes hydrauliques, la mise en place à temps des intrants agricoles, la réfection des périmètres agricoles et les mesures prises en milieu d'année avec 20 milliards de francs dégagés pour la Vallée. «Mais l'impact de cette somme se verra lors des prochaines campagnes. N'empêche, en ce début d'année, des mesures ont

été prises avec la subvention des intrants et la réfection des aménagements», a-t-il soutenu.

Abordant le Projet d'amélioration de la productivité du riz (Papriz), il a salué sa contribution à l'amélioration des performances des producteurs avec la mise sur pied d'un système amélioré de gestion agricole même si les besoins nationaux restent encore un défi.

Il a en outre précisé que pour la contre saison 2015, les intentions de mise en valeur tournent autour de 40 milles hectares emblavés mais les prévisions sont de 54 mille. Cette tournée a permis avec une délégation de la Saed de visiter la rizerie de Coumba Nor Thiam à Rosso et de celle de Richard Toll gérée par le Gie Malal Yoro Gueye qui bénéficient chacune d'un équipement de calibrage du paddy offert par la JICA dans le cadre du Papriz.

Selon la présidente du Gie, Korka Diaw, «le problème d'écoulement du riz local est une histoire ancienne depuis que nous avons acquis ces équipements, grâce à la JICA et à la Saed». «Le problème de la qualité ne se pose plus et les prix sont restés les mêmes pour les consommateurs -- 280 Fcfa le kilo pour le gros riz et 225 Fcfa le kilo pour le riz brisé», a-t-elle fait savoir.

Auteur : (Aps)



Le Soleil - 8 mars 2015

Autosuffisance en riz du Sénégal

D'autres contributions attendues du Japon



L'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), veut contribuer à l'atteinte des objectifs du Programme

d'atteinte de l'autosuffisance en riz (Pnar) du Sénégal à l'horizon 2017.

Au cours de la visite de terrain effectuée, mercredi dernier, par une délégation de l'agence de coopération dans des rizeries de la vallée du fleuve Sénégal, Mme Nadia Diatta, chargée des relations publiques, a rappelé que la Jica a récemment lancé le « Projet d'appui à la production durable du riz pluvial ». Ce projet sera mis en œuvre dans les régions de

Fatick, Kaolack et Kaffrine, d'octobre 2014 à septembre 2018. Avec cet appui complémentaire à la production du riz irrigué et avec le lancement prochain de la deuxième phase du Projet d'amélioration de la productivité du riz dans les aménagements hydro-agricoles de la vallée du fleuve Sénégal (Papriz), la Jica veut contribuer à l'atteinte des objectifs du Pnar, consistant à produire d'ici à 2017, l'équivalent de 1,6 million de tonnes de paddy, soit, 1,08 million de tonnes de riz blanc. Mme Diatta a rappelé que le Papriz, exécuté de juin 2010 à juin 2014, a eu pour objectif global d'améliorer la productivité et la rentabilité de la riziculture dans la vallée. Il a pu appuyer techniquement les maillons de la chaîne de valeur depuis les aménagements rizicoles jusqu'à la commercialisation, en passant par la production et la transformation de riz. C'est ainsi que 21 rizeries de la vallée ont pu bénéficier d'équipements de calibrage subventionnés à 80 % par le Papriz. La tendance des volumes de riz local commercialisé par les distributeurs et les boutiques de vente au détail de Dakar est à la hausse grâce à la production de riz local de grande qualité.

Auteur : Mb.K. DIAGNE



Le Soleil – samedi 7 mars 2015

Autosuffisance alimentaire

Un programme de production de maïs hybride lancé à Badiana

Le secrétaire d'Etat en charge des Organisations paysannes, Moustapha Lô Diatta, a procédé, jeudi dernier, à Badiana (Bignona), au lancement du programme maïs hybride, au Sénégal, initié par la multinationale « Pioner » et la société Transfert des technologies.

Moustapha Lô Diatta, secrétaire d'Etat en charge des Organisations paysannes et maire de la commune de Djignaki, a soutenu que le programme de production à grande échelle de maïs hybride cadre avec la politique d'autosuffisance alimentaire définie par le président Macky Sall. « Nous fondons beaucoup d'espoir sur ce programme, puisqu'il va permettre aux populations de s'adonner à une activité rentable de commerce de maïs, d'avoir des revenus

substantiels pour relever leur niveau de vie et de créer de la richesse dans le monde rural », a déclaré M. Diatta.

Il s'est engagé à soutenir le programme pour qu'il soit un succès éclatant dans tout le pays, notamment dans sa collectivité locale, et exhorté les populations sénégalaises à se l'approprier pour que les résultats escomptés puissent être atteints. Quant aux habitants de Badiana (un village de la commune de Djignaki), ils ont promis de s'investir pleinement dans ce programme. A cet effet, ils se sont engagés à cultiver 15 hectares de maïs hybride cette année et l'augmenter au fil des ans pour accroître la production.

Le programme maïs prévoit d'emblaver 6 000 hectares dans notre pays, en vue d'une production de 36.000 tonnes par an. En Casamance, le programme va démarrer avec 1 000 hectares pour produire 6 000 tonnes de maïs, à raison de six tonnes à l'hectare, lors de la première année. Cette production sera doublée à la deuxième année (12 000 tonnes). Le programme qui va s'étaler sur cinq ans, mettra un accent particulier sur la formation des producteurs, afin qu'ils puissent être plus performants.

Auteur : Moussa SADIO



Toute l'actualité en temps réel

APS – 30 mars 2015

Autosuffisance en riz

Des producteurs promettent 1 million de tonnes

Dakar, 30 mars (APS) - La Grande offensive pour la mécanisation intégrale de l'agriculture en Afrique lancée, lundi à Dakar, entend contribuer à l'autosuffisance alimentaire en réalisant 1 million de tonnes de riz blanc d'ici à 2017.

Le programme est piloté au Sénégal par le Mouvement pour le développement et le Conseil national de concertation des ruraux (CNCR), en partenariat avec des organisations privées sénégalaises et chinoises.



“Ce programme veut constituer une réponse aux priorités du PSE (Plan Sénégal émergent) dans les domaines de l'autosuffisance alimentaire, de la création d'emplois durables. Il mettra en place au Sénégal, 100 domaines agricoles communautaires pour réaliser 1 million de tonnes de riz blanc”, a indiqué Abdallaye Kane, un des initiateurs.

M. Kane présentait la Grande offensive pour la mécanisation intégrale de l'agriculture à des acteurs évoluant dans le domaine agricole.

“C'est un programme qui s'appuie sur la mécanisation intégrale pour permettre aux producteurs de répondre aux exigences de qualité et de quantité du marché local et international”, a expliqué Abdallaye Kane, précisant que ce plan va “garantir la transparence dans la gestion des plus-values de la filière”.

Dans la phase pilote, le programme permettra d'aménager des terres à travers le Programme de relance et d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS) dans les zones des Niayes, dans le Nord, le centre et le Sud.

Selon les organisateurs, “ d'autres spéculations comme le maïs permettront de réduire les importations et favoriser l'intégration de l'économie locale.”

“Nous comptons au fur et à mesure produire 500 000 tonnes de maïs et 1 000 000 tonnes de cossettes de manioc qui seront vendues en Chine, grâce à notre coopération avec ce pays connu pour son agriculture développée”, a soutenu Abdallaye Kane.

Le président de l'Association nationale des élus locaux, Alé lô, a invité pour sa part les cultivateurs à adapter leurs productions selon les besoins des populations pour assurer l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

“Nous devons essayer de rendre l'agriculture compétitive, inclusive, capable de nourrir au mieux et durablement les populations, de tirer profit des avantages du commerce international et d'augmenter les revenus des ruraux”, a-t-il dit.

FONCIER – ENVIRONNEMENT



APA NEWS - Vendredi 06 mars 2015

Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres

La contribution du CILSS dans l'atténuation des changements climatiques saluée

Une cinquantaine de cadres de l'espace de la Cedeao et du Cilss discutent, depuis mercredi dernier, à Dakar, sur les impacts socioéconomiques et environnementaux. Ils réfléchissent notamment sur les bénéfices communs à tirer de l'intégration des solutions à la fois d'adaptation, sobres en carbone et résilientes vis-à-vis du climat dans le l'agriculture, la foresterie et les autres utilisations des terres.

En présidant à l'ouverture d'un atelier de restitution sur les résultats d'une étude portant sur le recensement et l'évaluation des solutions vis-à-vis des phénomènes climatiques extrêmes, le directeur de cabinet du ministre de l'Environnement et du Développement durable, a salué les efforts effectués par les pays du Cilss. Ces derniers ont mis en place des politiques et des stratégies qui ont permis d'amortir, en partie, les chocs de la variabilité climatique, tout en améliorant les moyens de subsistance des producteurs.

« Le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (Cilss) a toujours joué un grand rôle dans le développement des stratégies en accompagnant les pays à développer des pratiques et des technologies d'adaptation en particulier dans le secteur de l'agriculture, la foresterie et autres utilisations des terres (Afolu) », a-t-il déclaré. Il cite les pratiques de conservation d'eau dans le sol, les techniques d'agroforesterie et de gestion forestière qui constituent, à la fois, des options d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. Souleymane Diallo a souhaité que les résultats de la rencontre permettent le renforcement des capacités des cadres de la sous-région en vue d'une meilleure prise en compte des synergies d'adaptation et l'atténuation dans la lutte contre le changement climatique. Pour le colonel Aliou Diouf, secrétaire permanent du comité national du Cilss, il s'agit de recenser les expériences dans l'espace sous-régional, de procéder à une analyse économique de ces expériences, (...), avant de rédiger un document de synthèse des bonnes pratiques sur la contribution de chaque technologie à l'adaptation aux changements climatiques et à leur atténuation.

Auteur : Babacar Bachir SANE

le soleil

Le Soleil vendredi 6 mars 2015

Accaparement des terres

La société civile sénégalaise veut un combat harmonisé

Des acteurs de la société civile sénégalaise ont plaidé, mardi à Dakar, pour une synergie et un combat harmonisé de toutes les parties prenantes à la lutte contre l'accaparement des terres, afin de mieux se faire entendre.

« Pour qu'on prenne compte de nos revendications, nous devons aller vers un consensus de tous les acteurs du combat contre l'accaparement des terres. Non seulement cela nous permettra de mieux nous faire entendre mais aussi parce que nous nous battons pour le seul objectif», a dit Marième Sow, du Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal (CRAFS).

Elle s'exprimait à l'ouverture d'un atelier d'enrichissement et de validation du document de contribution citoyenne à la réforme foncière résultant des fora régionaux organisés par le Conseil de organisations non gouvernementales d'appui au développement (Congad), avec l'appui technique et financier de Caritas et d'Oxfam.

«Ce consensus, il faut y travailler très rapidement. Tous les acteurs du combat doivent travailler en synergie afin d'avoir un document commun contre l'accaparement des terres et à proposer à la Commission nationale sur la réforme foncière», a dit pour sa part Amacodou Diouf, président du Congad.

Selon lui, si la société ne va pas dans le combat avec «une seule voix, un document commun, une approche commune», il le perdra. «C'est pourquoi, nous devons travailler ensemble, et élargir le champ aux autres forces sociale, politiques et culturelles», a-t-il poursuivi.

APA



Tambacounda accueille les concertations sur la réforme foncière



Tambacounda, 25 mars (APS) - Des élus locaux, représentants de l'administration territoriale, ainsi que des organisations de la société civile de la région de Tambacounda (est), se sont penchés mercredi, lors d'un comité régional de développement (CRD), sur les enjeux de la réforme foncière, en perspective d'une prochaine loi foncière en discussion.

Ce 8e CRD, tenu à Tambacounda, après celui de Kédougou, se veut participatif, inclusif et décentralisé, dans le cadre des concertations engagées par la Commission nationale de réforme foncière (CNRF), a indiqué son président, Moustapha Sourang.

La rencontre présidée par le gouverneur Cheikh Kane Niane a enregistré la participation des maires, préfets et sous-préfets, ainsi que des groupements de femmes, tout comme des représentants d'ONG. "Le Sénégal est à la veille d'une réforme foncière très importante, qui est le socle de l'émergence économique, parce que l'agriculture est le pilier de cette réforme", a-t-il dit aux journalistes, au terme de l'atelier. Ce processus de réforme a démarré en janvier 2014.

Il a noté que les diverses hypothèses de travail comme les baux emphytéotiques, l'introduction du cadastre en milieu rural, l'implication des femmes et des jeunes dans le processus de réforme ont reçu un écho sensible. La rencontre a permis également d'aborder des questions de fond, qui ont trait à la

délimitation entre les communes et au problème d'accès des femmes au foncier.

Une seconde phase "plus approfondie" est prévue, à travers des foras dans les départements, d'une manière moins formelle avec des échanges directs avec les forces vives comme les chefs de village, les agriculteurs et les pasteurs, a annoncé le responsable de la CNRF. Cela "permettra à la commission de compléter sa vision et son panorama", a-t-il ajouté. "Ce sont ces diagnostics concertés qui vont nous permettre d'élaborer les (...) briques qui vont construire la maison foncière du Sénégal pour que la réforme ait des chances d'être appliquée", a expliqué l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur. Selon Moustapha Sourang, la réforme foncière "vient à son heure, parce qu'elle complète et s'imbrique dans l'Acte 3 de la décentralisation, parce qu'il est question de responsabiliser les collectivités locales dans l'immatriculation des terres, de créer des redevances pour ces collectivités, de renforcer l'autorité d'approbation pour que les actes puissent être mieux contrôlés dans l'intérêt général". Tout en responsabilisant les collectivités locales, l'Etat "gardera toujours un pouvoir régalien sur les terres", a-t-il assuré.

Ce CRD était aussi l'occasion de "rassurer" les pasteurs sur le fait que la réforme prévoit la sécurisation des parcours de bétail, ainsi que la spécialisation des différents types de baux tels que les baux à usage pastoral, à usage agricole ou à usage d'habitation, "avec des systèmes fonciers particuliers", a-t-il indiqué.

Tous les éléments de réflexion seront amendés dans un deuxième rapport d'étape, en vue de "donner une photographie de ce que les Sénégalais pensent de la réforme de façon brute", a renseigné le président de la CNRF.

Il est prévu un Observatoire de suivi de la réforme foncière pour qu'il y ait des éléments de correction si nécessaire, en vue d'un accompagnement des collectivités locales, mais aussi de la création d'éléments d'alerte à l'administration, a fait savoir Moustapha Sourang.

Il a rappelé que la loi de 1964 sur le domaine national avait posé un principe d'inaliénabilité de la terre et de l'inexistence de droits réels sur la terre, mais en 2004, le législateur avait pris une option différente estimant qu'il fallait instaurer des droits réels sur la terre.

La nouvelle réforme estime que la meilleure manière de mettre en place ces droits est d'instaurer des baux emphytéotiques sur 20, 50 ans ou 100 ans.

De ce fait, la collectivité locale va garder le dernier mot, conformément à l'esprit de la loi de 1964 qui veut que la terre reste un patrimoine national, mais cela permet aux Sénégalais d'utiliser la terre comme "un bien économique et non comme un bien mort qu'on ne peut ni louer, ni vendre ni mettre en garantie", a-t-il fait valoir.

A ce jour, sur 14 millions de Sénégalais, seuls 152.000 personnes disposent de titres fonciers, et sur 196.000 kilomètres carrés, seuls 190.000 font l'objet de propriété réelle, l'Etat gardant ainsi 95% du territoire, a relevé le président de la CNRF, créée par décret datant de décembre 2012.

Si cette loi a eu le mérite de geler la terre pour éviter son accaparement au détriment des générations futures ainsi que certains conflits liés à la terre, elle a eu "beaucoup d'inconvénients", a relevé M. Sourang. Parmi ses insuffisances, il y a le fait qu'elle "n'encourage pas l'investissement, car on n'investit pas sur une terre sur laquelle on n'a pas de droit".



APS - "Certains chefs d'Etat ont facilement accepté les investisseurs étrangers" (Présidente Enda)



Dakar, 31 mars (APS) - Des chefs d'Etat africains ont avalisé "facilement" la venue d'investisseurs étrangers dans le domaine agricole, permettant ainsi à ces derniers de s'accaparer de plusieurs terres du continent, accuse Mariam Sow, présidente d'Enda Tiers-monde.

"Ces chefs d'Etat qui acceptent si facilement la venue des investisseurs étrangers ont baissé les bras. Ils pensent que c'est la communauté internationale qui doit définir des modèles", soutient-elle dans un entretien paru sur le site Internet dédié à l'actualité africaine par l'hebdomadaire français Le Point. "Pour justifier la venue des investisseurs étrangers, de nombreux gouvernements africains mettent en avant le besoin d'augmenter rapidement la productivité agricole pour faire face à l'explosion

démographique qui s'annonce d'ici 2050... Arrêtons de penser que c'est l'extérieur qui va faire nos affaires !", insiste Mme Sow, par ailleurs coordonnatrice d'Enda Pronat (Protection de la nature).

"L'Afrique doit compter sur elle-même et pour une fois, profiter de ses richesses, participer de façon beaucoup plus digne aux grandes négociations mondiales. Je trouve dommage que ces chefs d'Etat africains qui ont connu les indépendances continuent à être obnubilés par des promesses financières qui n'aboutissent pas", déclare-t-elle.

"Après cinquante années de coopération, on nous parle aujourd'hui d'investissements. C'est trop facile. Des investissements. Mais quels investissements ?

Pour qui, qu'est-ce que ça donne ? Dans nos pays, on a tellement cultivé la pauvreté, le sous-développement, que les gens ont perdu le contrôle, la capacité de se dire que c'est à nous de faire", fait-elle valoir.

"Certains sont prêts à bazarder leurs terres car il n'y a pas de politique agricole claire. Alors que l'on pourrait développer l'agriculture familiale. Au lieu de cela, les paysans délaissent l'agriculture. Ce sont ces mêmes paysans que l'on retrouve dans des pirogues pour aller en Europe. On les chasse de leurs terres et ensuite on leur dit non, l'Europe ce n'est pas pour vous. Ça fait mal", ajoute la présidente d'Enda Tiers-monde.

"La population va doubler en Afrique. Il faut bien évidemment travailler les terres ! Mais cela mérite une réflexion approfondie, par rapport aux besoins alimentaires, par rapport à l'emploi. Il s'agit de voir comment poser une vraie politique foncière et une politique agricole qui permettent de nourrir les Africains, de valoriser, transformer la production en milieu rural, de professionnaliser les filières agricoles", préconise Mariam Sow.

Parlant de l'exemple du Sénégal, elle affirme que les pouvoirs publics ont "pris la mesure du problème" et "compris que le pays doit produire pour nourrir sa propre population". Elle rappelle que le gouvernement actuel "a pris l'engagement d'aller vers une réforme foncière" qui se matérialise déjà par une commission mise en place.

Selon Mme Sow, l'objectif de cette réforme foncière "est de donner un droit juridique aux communautés", si l'on sait que les populations locales "veulent que la gouvernance des terres soit entre leurs mains, pour pouvoir distribuer les terres, négocier

éventuellement avec des investisseurs étrangers de façon transparente".



Sénégal

Mariam Sow dénonce la complicité des autorités dans l'accaparement des terres



Au Sénégal 600 000 hectares de terres ont été accaparées sur une superficie arable totale estimée à 3,8 millions d'hectares. Dans une interview coup de poing accordé au journal français Le Point, Mariam Sow (photo), vice-présidente de l'organisation internationale Enda Tiers Monde, revient sur les réalités de l'accaparement des terres au Sénégal.

Selon la militante, la confiscation et l'utilisation illégale des superficies arables, par les investisseurs étrangers notamment, se fait avec des complicités au niveau de divers maillons de la chaîne du pouvoir. «Le problème d'accaparement des terres n'est pas seulement le fait d'investisseurs étrangers, ce sont aussi des fonctionnaires sénégalais, des gros bonnets, des religieux qui font main basse sur les terres, aux abords de Dakar notamment, pour spéculer» affirme-t-elle.

Si elle ne dédouane pas les investisseurs dont elle fustige le manque de transparence dans les opérations foncières qu'ils mènent, c'est bien contre les autorités sénégalaises qu'elle dresse un véritable réquisitoire. «Pour justifier la venue des investisseurs étrangers, de nombreux gouvernements africains

mettent en avant le besoin d'augmenter rapidement la productivité agricole pour faire face à l'explosion démographique qui s'annonce d'ici 2050... Arrêtons de penser que c'est l'extérieur qui va faire nos affaires ! L'Afrique doit compter sur elle-même et pour une fois, profiter de ses richesses, participer de façon beaucoup plus digne aux grandes négociations mondiales. Je trouve dommage que ces chefs d'Etats africains qui ont connu les indépendances continuent à être obnubilés par des promesses financières qui n'aboutissent pas.» a-t-elle martelé.

Pour concilier le double objectif de la lutte contre l'accaparement des terres et de l'atteinte de la sécurité alimentaire du continent, elle préconise une réflexion construite et la promotion de l'agriculture familiale.

Notons que cet appel intervient alors que s'ouvrira à Dakar du 12 au 16 mai prochain, le forum foncier mondial. La rencontre de cette année se tiendra sous le thème : «Une gouvernance foncière inclusive et juste pour un développement durable : le temps de l'action»

Auteur : Aaron Akincho



Sénégal : Réformes foncières, les paysans listent leurs attentes

Les travailleurs et habitants de la terre, en zones rurales, ne voudraient pas être lésés et dépossédés de leurs terres. C'est en cela qu'ils font passer leurs doléances à travers les réseaux de la société civile, spécialisés sur les questions de droits fonciers et agricoles.

Les paysans ont réitéré leurs attentes, hier, lors d'une conférence tenue par un réseau d'Ong dénommé : Cadre de réflexion et d'action sur le foncier (Crafs), sous le thème : «Des principes paysans pour une gouvernance responsable et durable de nos terroirs».

Les représentants des Ong souhaitent que l'Etat prenne en compte les intérêts des populations rurales dans le cadre des révisions de la loi sur le domaine national, des travaux de la commission des

réformes foncières, ainsi que d'autres politiques de réformes foncières.

«Les agriculteurs qui sont producteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans ont besoin d'aide pour faire face au phénomène d'accaparement de leurs terres qui a comme conséquence l'appauvrissement des populations et la destruction de l'environnement», soutient Marième Sow de l'Ong Enda Cadid.

Mme Sow s'est, en outre, félicitée de l'appel à une gestion rationnelle des ressources, lancé par le chef de l'Etat. Une invite qui vise à lutter contre la désertification car, note-t-elle, «l'agriculture peut aussi être facteur de désertification».

A en croire Mme Sow, ce combat est à mener avec les paysans qui sont aussi des scientifiques, car ils ont pu développer des résiliences, bien avant que des méthodes modernes ne soient inventées.

Membre de la même organisation, Cheikh Tidiane Guèye rappelle que cette rencontre vise à réfléchir autour de la problématique du foncier. Il ajoute que la réunion est dans un processus entamé bien longtemps en tenant compte de la gouvernance sous régionale des ressources locales. De l'avis de M. Guèye, le capital, la terre et le travail sont essentiels pour pouvoir créer de la richesse.

C'est en cela que la prise en compte des paysans sera un bon point, car tout ce que les travailleurs de la terre veulent est que leurs terroirs soient sécurisés. Il s'agit maintenant de réfléchir sur le comment. M. Guèye met également l'accent sur la question de l'investissement en soutenant qu'il est important de développer des mécanismes avant l'arrivée des investisseurs.

Auteur : Emile Dasyva –

DEMOGRAPHIE – EMPLOI – MIGRATION

Sud Online.Sn
Sud Quotidien – 05 mars 2015

Concrétisation de ses orientations relatives à l'emploi des jeunes, ruptures du dialogue social ... :

Macky met le gouvernement sous pression

A deux ans de la tenue de la prochaine présidentielle prévue en 2017 prochain, le

Chef de l'État, Macky Sall et son chef de gouvernement, Mahammad Boun Abdallah Dionne, mettent la pression sur le gouvernement.

En effet, lors du conseil des ministres tenu hier, mercredi 4 février à Dakar, sous sa présidence, le patron de l'Alliance pour la République (Apr) qui, vient de boucler une tournée économique d'une semaine dans la région naturelle de la Casamance, a notamment invité le gouvernement à accélérer la cadence.

Abordant le point de sa communication relatif à l'emploi, Macky Sall, rappelant au Gouvernement, ses orientations déjà déclinées, lors de la réunion tenue, sur le sujet, le 28 juillet 2014, a invité le Chef du gouvernement à mettre du rythme pour la mise en œuvre inclusive d'une politique de l'emploi cohérente en vue de satisfaire cette forte et prégnante demande sociale. En outre, le chef de l'exécutif a également exhorté le Gouvernement d'appuyer, sans relâche, la réalisation, sur l'ensemble du territoire national, des Domaines agricoles communautaires (Dac), la mise en place des chaînes de valeur dans les secteurs porteurs tels que l'agriculture, l'élevage et la pêche, ainsi que l'appui à la modernisation du secteur informel.

Loin d'en rester là, Macky Sall a aussi tenu à faire part aux membres du gouvernement de l'intérêt qu'il accorde à la consolidation du dialogue social qui selon lui, s'est traduit l'année dernière par la tenue, pour la première fois au Sénégal, d'une Conférence sociale, à l'issue de laquelle un Pacte pour la Stabilité sociale et l'émergence économique a été signé par le Gouvernement et les différents partenaires sociaux (syndicats et patronat).

Il a dans ce sens demandé au Gouvernement de lui faire le point sur l'état de mise en œuvre du Plan d'action relatif à ce Pacte qui dénote l'intérêt tout particulier qu'il accorde au dialogue social qui est au cœur de son mandat.

Auteur : Nando Cabral GOMIS



Le Soleil – vendredi 06 mars 2015

Transformation des produits locaux

Un forum sur les opportunités de valorisation et de création d'emplois

Un forum sur la valorisation des produits locaux s'est ouvert hier, à l'occasion des journées économiques organisées par le Conseil des entreprises du Sénégal (Cdes). Des structures de recherche comme l'Institut sénégalais de technologie alimentaire (Ita), mais également celles d'appui et d'encadrement s'y sont données rendez-vous afin de susciter une véritable dynamique autour de la création d'unités de transformation.

Mieux valoriser les produits locaux pour la création d'emplois est l'objectif du premier Forum organisées, durant les journées économiques du Conseil des entreprises du Sénégal (Cdes) qui se tiennent hier et aujourd'hui, à la Place du Souvenir. Ces journées sont organisées en partenariat avec l'Institut de technologie alimentaire (Ita), le ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction civique, le ministère du Commerce, de la Transformation des produits locaux et des Pme, ainsi que des structures d'appui comme l'Agence de développement et d'encadrement des Petites et moyennes entreprises (Adepme), le Fonds de garantie des investissements prioritaires (Fongip), l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (Anpej), et le Programme des domaines agricoles communautaires (Prodac).

Ces deux journées seront marquées, durant les deux jours, par des panels autour de sujets tels que la contribution des structures d'appui technique et financier, et celle de la formation technique, professionnelle et d'insertion. Il y aura également des expositions de différentes structures spécialisées dans la transformation des produits locaux. La visite faite hier par les représentants des ministères de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction civique et du Commerce, de la Transformation des produits locaux et des Pme a permis de voir des produits divers faits à partir de nos produits naturels. Sur les différents stands, on peut bien distinguer des savons, de l'huile, du pain de mil, des détergents, des cosmétiques à base de produits locaux, des produits halieutiques transformés. Une belle vitrine de la



diversité des produits que l'on peut fabriquer avec nos propres ressources et encourager le consommateur local.

Selon le président du Cdes, Babacar Diagne, il s'agit, à partir de ces journées, de mieux informer les acteurs de l'informel évoluant dans le secteur de la transformation des produits locaux, les micros, petites et moyennes unités industrielles sur les opportunités économiques des résultats obtenus par l'Ita et qui sont bien visibles sur les différents produits exposés. L'accent sera également mis sur la facilitation de l'accès au financement qui constitue une véritable problématique pour les Pme. L'ambition ainsi affichée est de favoriser une dynamique autour de la création de petites unités industrielles pour mieux valoriser les produits locaux et stimuler la création d'emplois.

Auteur : Adama MBODJ

≡ SEN360°

Sen 360 - Lundi 9 mars 2015

Emploi des jeunes au Sénégal

42% des demandeurs d'emploi ne sont pas qualifiés



Sur les 78 000 jeunes demandeurs d'emploi par an, plus de 32 760 n'ont pas de qualification. Venu présider l'ouverture du premier salon de l'emploi de Pikine, samedi, le ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Protection civique a fait cette révélation, en s'exprimant sur la politique de l'emploi.

Selon les chiffres livrés par le ministre Mame Niang, il y a 100 000 demandeurs d'emploi, chaque année. "Sur ces 100 000 demandeurs d'emploi, les

78% (78 000) sont des jeunes. Et parmi cette population de jeunes, 42% (32 750) n'ont pas de qualification. Cela veut dire qu'ils ne sont pas diplômés, ils n'ont pas de profession. Donc, ils n'ont pas de savoir-faire". Le ministre de dire qu'il "y a un problème".

Pour s'adapter à cette situation, le ministre a indiqué le changement de paradigme opéré dans la politique du président de la République en matière de lutte contre le chômage. Avec notamment le programme des domaines agricoles communautaires, qui a été financé par la Banque africaine de développement à hauteur de 17,8 milliards, et réservé exclusivement aux jeunes et aux femmes. "On va s'implanter à Keur Momar Sarr, Keur Samba Kane, et nous allons essayer d'aménager 500 ha pour les jeunes de Sangalkam. Mais, si nous ne trouvons pas des formations professionnelles aux jeunes, le problème du chômage des jeunes va se pérenniser. Et c'est dans ce sens que 17 lycées techniques professionnels sont en train d'être construits", a annoncé M. Niang. Le ministre a aussi révélé qu'il y a plus de 600 millions bancables qui sont disponibles pour cette année, et qui n'attendent que des preneurs. Il a aussi précisé que les financements ne se font plus sur la base de la clientèle politique et ou de la proximité avec le régime.

Concernant les 200 emplois promis au collectif des groupements et associations initiateurs du salon, Mbaye Niang a annoncé qu'une entreprise dénommée WAP va recruter exclusivement au niveau des jeunes de la banlieue. "Mais il faudra qu'on cherche les meilleurs profils, les plus appropriés, les plus capables, afin de faire de bons résultats", a-t-il prévenu.

Walfadjri
AUBRE

Walfadjri 12 mars 2015

Zone des Niayes Les populations décrient une exploitation abusive de la ressource



Après s'être accaparés des terres arables de la zone, les industriels implantés dans la région de Thiès

disputent la ressource eau aux agriculteurs des Niayes qui assurent 80 % de production nationale en légumes.

Selon les populations, l'exploitation à outrance de ladite ressource par ces unités industrielles se traduit par l'affaissement de la nappe phréatique avec des conséquences terribles sur la disponibilité de l'eau pour les activités agricoles.

(Correspondance) - Keur Mbir Ndao est une petite bourgade de la commune de Diender, dans le département de Thiès. Dans cette localité à vocation agricole, l'eau se fait de plus en plus rare. Pour cause, disent les populations, l'exploitation à outrance de ladite ressource par les unités industrielles implantées dans la zone. Une exploitation à outrance qui se traduit par l'affaissement de la nappe phréatique avec des conséquences terribles sur la disponibilité de l'eau pour les activités agricoles. En effet, selon Samba Faye, un producteur de la localité, à cette situation de raréfaction de l'eau dont souffrent les maraîchers et arboriculteurs vient s'ajouter les difficultés qu'éprouvent les femmes pour accéder à l'eau potable. Ce, d'autant, fait-il savoir, que là où il fallait, jusque dans un passé récent, creuser trois mètres pour atteindre la nappe, il faut aujourd'hui aller jusqu'à 14 mètres de profondeur. Pis, poursuit-il, les services offerts par la Sénégalaise des eaux (Sde) ne sont pas ce qu'ils devraient être. «L'eau ne coule des robinets qu'aux environs de 3 heures du matin et pourtant ce sont les populations qui se sont cotisées pour payer les frais de la pose des conduites d'eau des installations du Lac de Guiers à Keur Mbir Ndao», dit-il. Toutes ces difficultés, si l'on en croit les populations, ont commencé à se faire jour avec l'implantation des unités industrielles sur le plateau de Thiès et particulièrement dans la zone de Pout. Une vision confortée par l'Ong Aran, Association des ruraux agriculteurs de Notto et le mouvement citoyen vigilant qui accompagnent les populations dans leur souffrance. Pour ces dernières, les analyses sont avérées et le constat d'épuisement de la nappe est bel et bien prouvé avec la forte consommation d'eau d'industries comme Kirène, les Industries chimiques du Sénégal (Ics), la Cimenterie Dangote, entre autres. Cette dernière, signalent-ils, a été autorisée à installer dans cette même zone de Pout Nord sa centrale électrique à refroidissement par eau. Ainsi, à elle seule, elle consomme 1,5 million mètres cubes d'eau. Ce qui correspond, disent-ils, à 10 % de l'eau exploitée par la Sde dans cette dite zone pour alimenter la capitale. Pour dire toute la gravité de la situation quand on sait que 80 % de production

nationale en légumes proviennent de cette zone des Niayes.

Pour Gnagna Sy, coordonnatrice du mouvement Citoyen Vigilant, la problématique est là et s'impose d'elle-même. Car, nul n'ose aujourd'hui soutenir en ignorer. Les études de la Banque mondiale en 2009 ont été assez éloquentes à cet effet. Et Mme Sy de poursuivre pour dire que les pouvoirs étatiques ne peuvent pas soutenir qu'ils ne sont pas au courant de ce phénomène puisque qu'ils ont eux-mêmes commanditées des études où les recommandations de la Banque mondiale sont sans équivoque. Des recommandations relatives à un repos de la nappe qui est très sollicité. A défaut, elle risque de s'affaisser drastiquement d'ici à 2039. La conséquence en serait alors une remontée de l'eau salée. Ce qui se traduirait indubitablement par une catastrophe pour une zone à vocation agricole comme celle des Niayes. Aussi, les populations et leurs partenaires d'estimer que cette gestion hasardeuse de la ressource eau est en porte à faux avec le programme d'autosuffisance alimentaire porté par l'Etat. Car, ce à quoi ils sont en train d'assister c'est une situation qui met en scène des industriels qui s'accaparent des terres arables et disputent la ressource eau aux agriculteurs. Une tendance qui, si elle persiste, risque de réduire ces agriculteurs à de simples employés industriels.

Auteur : Sidy DIENG



APS -16 mars 2015

Des fermes agricoles pour générer des "milliers d'emplois"

Le ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural compte aménager 345 fermes agricoles, qui vont générer environ 60 mille emplois, a annoncé dimanche Papa Abdoulaye Seck.

Les jeunes trouveront des "emplois bien rémunérés" dans les futures fermes, qui vont fournir au Sénégal des produits agricoles et lui permettre d'en exporter vers d'autres pays, selon M. Seck.

Le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural visitait les premières fermes aménagées à Ngomène

et Darou Ndoye (région de Thiès), dans le cadre du Programme de relance de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS).

L'exploitation de ces fermes est encadrée par l'Agence nationale d'insertion et de développement agricole (ANIDA).

Papa Abdoulaye Seck s'attend à un "exode urbain", un repli des jeunes vivant dans les villes vers les campagnes, pour travailler dans les futures fermes.

Celle de Ngomène, d'une superficie de 60 hectares, emploie 125 personnes, dont 25 femmes, selon l'un de ses responsables, Cheikh Lô Guèye.

Elle a produit cette année 195 tonnes de légumes, qui ont généré 180 millions de francs CFA, a-t-il indiqué.

Source: http://www.aps.sn/articles.php?id_article=139878

Agenceecofin - lundi, 16 mars 2015

Sénégal: Papa Abdoulaye Seck prédit un exode urbain grâce au PACRAS



Le Sénégal va-t-il connaître un « exode urbain » avec le retour des jeunes citadins vers les campagnes et les métiers de la terre ? C'est en tout cas

l'espoir nourri par le ministre sénégalais de l'agriculture Papa Abdoulaye Seck qui pense que ce mouvement pourrait être amorcé par le Programme de relance de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS).

En effet, indique le dirigeant, l'une des composantes de ce programme prévoit l'aménagement de 345 fermes agricoles susceptibles de générer 60 000 emplois. Ces exploitations devraient permettre au Sénégal d'exporter sa production agricole vers d'autres pays.

Et pour illustrer la faisabilité de leurs ambitions, les officiels ont insisté sur les chiffres de la ferme de Ngomène, l'une des premières installations aménagées dans le cadre du programme. Cette ferme qui emploie 125 personnes a généré cette

année 180 millions de francs CFA grâce à la production de 195 tonnes de légumes.

La mise en œuvre complète du PACRAS nécessitera un investissement total de 581 milliards de francs CFA et permettra au pays d'atteindre l'autosuffisance dans la production de denrées de base comme le riz ou les oignons.

Aaron Akinocho



Le Soleil – mardi, 17 mars 2015

Papa Abdoulaye Seck

« L'agriculture se développera grâce à des exploitations familiales fortes »



Le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, le Dr Papa Abdoulaye Seck, qui visitait, hier, les fermes de l'Agence nationale

d'insertion et de développement agricole (Anida), a assuré que l'agriculture, au Sénégal, se développera grâce à des exploitations familiales fortes, cohabitant avec l'agrobusiness.

Pour constater la mise en œuvre du Programme de relance de la cadence de l'agriculture sénégalaise (Pracas) dans les fermes réalisées par l'Anida, le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, Papa Abdoulaye Seck, a visité, hier, quelques sites dans le département de Mbour. Accompagné d'une forte délégation, le Dr Seck s'est rendu à la ferme familiale Naatangué de Mbodiène d'une superficie d'un hectare et la ferme agropastorale d'Aga Babou dans la commune de Nguéniène, qui s'étend sur 35 hectares. Le ministre a magnifié les actions de l'Anida visant à intensifier les incitations au retour vers l'agriculture, mais aussi la création d'emplois et l'augmentation des revenus des exploitants. « L'agriculture de notre pays se développera grâce à des exploitations familiales fortes qui sont bien formées, bien informées, cohabitant avec l'agrobusiness et qui arrivent véritablement à apporter une contribution pour l'atteinte d'une

sécurité alimentaire », a dit le ministre. « Quand nous parlons d'exploitations agricoles viables, nous parlons d'exploitations allant au-delà de la simple subsistance. Nous voulons une agriculture commerciale, c'est-à-dire que l'exploitant agricole va satisfaire ses besoins fondamentaux grâce à son exploitation agricole ». Le Dr Papa Abdoulaye Seck est convaincu « qu'une autre agriculture sénégalaise est possible en mutualisant les efforts et en réfléchissant autrement pour gérer, au mieux, notre environnement comme nous sommes en train de le faire ».

Par ailleurs, a relevé le ministre, chaque visite des fermes de l'Anida fait ressortir une adaptation des stratégies par rapport à l'environnement. Selon lui, deux fermes Anida ne se ressemblent jamais, parce que c'est le terrain qui détermine la direction à suivre. En plus de la diversification des spéculations (oignon, gombo, piment), il y a une intégration agriculture-élevage. Selon le ministre, l'ambition du président de la République, Macky Sall, à travers ces fermes, est de permettre aux populations de rester dans leurs terroirs et d'y travailler. « C'est de cette manière seulement qu'on arrivera à fixer les jeunes et leur permettre de gagner leur vie, à condition qu'ils soient soutenus », a-t-il souligné.

Perspectives : 345 nouvelles fermes et 60.000 emplois prévus à l'horizon 2017

Pour intensifier les incitations au retour vers l'agriculture, l'Agence nationale d'insertion et de développement agricole (Anida) prévoit de réaliser, à l'horizon 2017, près 345 nouvelles fermes villageoises et familiales intégrées et neuf domaines agricoles communautaires. Ce programme permettra la création de 60.000 emplois permanents et saisonniers. Une production annuelle de 90.000 tonnes de fruits et légumes et de céréales destinée au marché local, à l'exportation et à la sécurité alimentaire des populations est attendue. Avant cette échéance, l'Anida a déjà réalisé 48 fermes dont 34 sont réceptionnées et mises en valeur. Un effort de diversification a été noté dans ces fermes avec 16 spéculations destinées au marché local et à l'exportation.

Pour l'année 2015, la réalisation d'un programme d'aménagement de 139 nouvelles fermes agricoles modernes de production végétale et animale est attendue. L'accent sera mis sur la modernisation des exploitations familiales à travers l'aménagement de « fermes familiales Naatangué » et la promotion de filières à haute valeur ajoutée. Toutes ces réalisations d'infrastructures, adossées à la maîtrise de l'eau, vont contribuer à l'atteinte des objectifs du

Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (Pracas) et vont permettre d'atteindre une production de 16.000 tonnes de fruits et légumes, dont 3.000 d'oignon, la promotion de sept filières à haute valeur ajoutée dans les fermes villageoises modernes et les « fermes familiales Naatangué ». L'Anida compte aussi mettre en place un corridor sorgho dans l'axe Nguéniène-Joal, et un corridor maïs pour une production de 5.000 tonnes de sorgho et 5.000 tonnes de maïs.

Samba Oumar FAL -

Dakaractu

dakaractu.com - Mardi 17 Mars 2015

Les fermes Naatangué vont "transformer l'exode rural en exode urbain" (ministre)

Les fermes familiales intégrées Naatangué vont "transformer l'exode rural en exode urbain" par leur capacité d'assurer "des revenus conséquents et stables", a indiqué, mardi à Dakar, le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, Papa Abdoulaye Seck.



« J'ai eu l'opportunité de visiter pendant deux jours des fermes Naatangué (...) et j'ai pu noter que des jeunes travaillant dans ces fermes sur une superficie de 0,4 hectare peuvent avoir des

revenus hebdomadaires de 150.000 francs, soit un revenu mensuel de 600.000 francs. Ce qui fait dix fois plus le salaire minimum garanti au Sénégal », a-t-il dit, en procédant au lancement officiel de ces fermes.

« Un tel jeune n'a pas besoin de venir en milieu urbain chercher du travail.

Un tel jeune a de bonnes raisons de rester en milieu rural, un urbain aussi, informé de ces performances, a de très bonnes raisons de rejoindre ce jeune en milieu rural.

« Par conséquent avec ces fermes, nous sommes en train de transformer l'exode rural en exode urbain », a affirmé Papa Abdoulaye Seck.

Selon lui, « il ne fait pas de doute que les fermes familiales intégrées Naatangué constituent la solution

d'une équation difficile, laquelle est de construire avec célérité une agriculture forte, moderne et porteuse d'une croissance significative de qualité.

"Les fermes Naatangué, a-t-il affirmé, vont contribuer plus conséquemment à l'atteinte d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et à la massification des emplois en milieu rural".

M. Seck a expliqué les facteurs de réussite et de viabilité de ce projet par "la diversification permettant de faire face à la turbulence du marché domestique et international, la maîtrise de l'eau pour sécuriser et augmenter les revenus,

Il a également cité la création de plus d'emplois et l'étalement de la production, précisant que dans ces fermes, "on travaille 8 mois sur 12 au lieu de 4 mois sur 12, ce qui donne des revenus stables".

De son côté, l'ambassadeur du royaume d'Espagne, Cristina Diaz, a assuré l'engagement et l'accompagnement de la coopération espagnole dans ce projet qui bénéficie "d'un appui financier d'un million d'euros" de son pays.

Mme Diaz a indiqué que le programme cible "les femmes et les jeunes ruraux, les diplômés des écoles de formation professionnelle agricole universitaire, les exploitants agricoles déjà en activité et les émigrés avec un projet de retour dans leur terroir".

La cérémonie de lancement s'est terminée par la signature d'une convention cadre des partenaires financiers, techniques et locaux.

Parmi les partenaires financiers, il y a le Fonds de garantie des investissements prioritaires (FONGIP), la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS), la Banque nationale pour le développement économique (BNDE).

Il y a aussi les partenaires techniques notamment l'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (ADPME), l'Agence nationale pour les énergies renouvelables (ANER). Une ferme familiale intégrée Natangué est une exploitation agricole de 1 à 2 hectares avec maîtrise de l'eau et où sont intégrés le maraîchage, l'aviculture, la pisciculture etc.

L'Agence nationale d'insertion et de développement agricole (ANIDA) est l'initiatrice de ce programme, en partenariat avec le Royaume d'Espagne.



SeneNews – 27 mars 2015

«Sur les 100 000 jeunes en quête d'emploi au Sénégal, 42% sont sans qualification, seuls 5% sont diplômés» (Ministre)



Le ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne, Mame Mbaye Niang, animé ce vendredi matin, une

conférence de presse, en perspective de la Semaine nationale de la jeunesse prévue du 2 au 9 avril à Dakar.

Selon le ministre de la Jeunesse, «dès son arrivée à la magistrature suprême, le chef de l'Etat a changé de paradigme concernant la lancinante question de l'emploi des jeunes». Toutefois, il reconnaît la complexité du phénomène. Car révèle-t-il, «sur les 100 000 jeunes en quête d'emploi au Sénégal, 42% sont sans qualification et que sauf 5% sont diplômés».

A l'en croire, «c'est au regard de cette situation pas des moindres, que le Président Sall est en train de reformer l'Enseignement Supérieur, pour une adéquation entre l'offre et la demande». Ce, en ce sens dit-il que «17 lycées techniques et 2 Universités basées sur l'Agriculture seront construits».

Toujours, selon le ministre de la Jeunesse, «le chef de l'Etat s'est projeté de créer 500 000 emplois à l'espace de 7 ans et 300 000 sur 5 ans s'il venait à réduire son mandat». Par rapport à l'an 3 de Macky Sall au pouvoir, le ministre a laissé entendre qu'«il y a six mois, 94 354 emplois et contrats ont été répertoriés dans tous les secteurs d'activités».

A cela dit-il, s'ajoutent les emplois générés par le programme de domaines communautaires (Prodac) à Sédhiou et à Kédougou et l'Agence nationale de Promotion pour l'Emploi des jeunes (Anpej). Dans le cadre de l'emploi des jeunes, Mame Mbaye Niang est d'avis qu'«il n'y a pas à s'alarmer, car des jalons sont posés par le chef de l'Etat pour venir à bout de cette problématique, véritable épine sous les pieds des gouvernants».